

“*opinion*”*way*

LES FRANÇAIS ET LES ENERGIES RENOUVELABLES – VAGUE 13

Note de synthèse



Janvier 2024

Votre contact chez OpinionWay :

Frédéric Micheau

Directeur général adjoint
Directeur du Pôle opinion
15, place de la République
75003 PARIS
Tel : 01 81 81 83 00
fmicheau@opinion-way.com

NOTE METHODOLOGIQUE

La treizième vague du baromètre « Les Français et les énergies renouvelables », réalisée pour Qualit'ENR, est destinée à observer et analyser l'évolution des comportements et opinions des Français concernant les équipements utilisant les énergies renouvelables au sein des foyers.

Cette étude a été réalisée auprès **d'un échantillon raisonné de 2 527 personnes**. Il a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de catégorie d'agglomération. Pour permettre d'analyser les résultats au niveau territorial, les populations de certaines régions ont été surreprésentées dans l'échantillon afin de disposer d'un nombre d'interviews suffisant. Le poids de chaque région a ensuite été corrigé dans l'échantillon global, afin que chacune retrouve son poids réel. Les résultats sont donc bien représentatifs de la **population française âgée de 18 ans et plus**.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées **du 16 au 22 janvier 2024**.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Sondage OpinionWay pour Qualit'ENR** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **0,9 à 2,0 points** au plus pour un échantillon de 2 500 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

A. Les dépenses énergétiques pèsent lourd dans le budget des Français

- Alors que de nouvelles hausses des tarifs de l'électricité ont été annoncées pour le 1^{er} février, **les Français déclarent qu'ils consacrent déjà une part importante de leur budget aux dépenses énergétiques** : 20% en moyenne. Plus d'un quart des personnes interrogées déclare que ce poste budgétaire est encore supérieur à ce niveau (28%).
 - La part consacrée aux dépenses d'énergie est plus importante pour les ménages aux revenus modestes : 28% en moyenne dans le budget des personnes dont le foyer gagne moins de 1 000 euros nets par mois, et 24% pour celles dont les revenus sont compris entre 1 000 et moins de 2 000 euros. La part se réduit ensuite peu à peu à 19% en moyenne pour les personnes aux revenus compris entre 2 000 euros et moins de 3 500 euros et 14% en moyenne pour les personnes aux revenus plus élevés.
- Dans ce contexte, **des tensions sur le budget des ménages s'expriment** : 1 Français sur 5 déclare avoir rencontré des difficultés pour payer ses dernières factures d'énergie (22%). En outre, **l'inquiétude monte** : la moitié des Français se dit désormais inquiète sur sa capacité à faire face à l'évolution de ses factures d'énergie (52%). Cet indicateur affiche une hausse de 7 points par rapport à l'année dernière.
 - Les jeunes générations expriment davantage de difficultés pour régler leurs factures d'énergie : 40% des 18-24 ans et 36% des 25-34 ans ont eu du mal à payer les dernières, contre 17% des 35 ans et plus. Logiquement, les personnes aux revenus modestes rencontrent aussi plus de problèmes dans ce domaine : cette situation concerne 36% des interviewés gagnant moins de 1 000 euros par mois, et 30% de ceux dont le revenu du foyer est compris entre 1 000 euros et moins de 2 000 euros par mois.
 - Chez les foyers les plus modestes, l'inquiétude est particulièrement prégnante : 63% des personnes vivant dans un foyer aux revenus inférieurs à 2 000 euros par mois se sentent menacées par la hausse des prix de l'énergie.
- De surcroît, une majorité des Français ne sait pas à quel niveau de hausse s'attendre pour leur facture annuelle d'énergie en 2024 (55%), une proportion stable par rapport à 2023. Ce flou concernant les dépenses énergétiques est d'ailleurs entretenu par le contenu des factures énergétiques elles-mêmes. Seulement 1 Français sur 2 les juge faciles à lire (52%), dont seulement 8% *très faciles*.
- Pour les 45% des interviewés qui se prononcent sur la hausse des factures qu'ils anticipent pour 2024, la hausse anticipée sur l'année est en moyenne de 218€. Les Français s'attendent donc encore cette année à des augmentations conséquentes, quoiqu'en nette baisse par rapport à 2023 (-201€).
 - Signe de la plus grande vulnérabilité des ménages modestes, les hausses de facture attendues pour 2024 ne sont pas complètement proportionnelles aux revenus du foyer des personnes interrogées. Celles gagnant moins de 2 000 euros par mois projettent une hausse de 166 euros en moyenne sur l'année, contre 239 euros pour les personnes gagnant plus.

B. Les vêtements et les loisirs seront les premières dépenses sacrifiées pour payer les factures d'énergie

- S'ils devaient réduire des dépenses pour compenser la hausse des prix de l'énergie, **les Français désignent les achats de vêtements et d'accessoires (60%) et les dépenses de loisirs et culture (55%)** comme les postes d'économies les plus probables. Les économies sur d'autres postes sont bien moins courantes, mais touchent tout de même des budgets essentiels comme les transports (22%), l'alimentation (17%) ou la santé (9%). En tout, 81% des personnes interrogées citent au moins une piste pour économiser, alors que près de 1 Français sur 5 déclare qu'il ne serait prêt à réduire aucune de ses dépenses (18%).
 - 91% des 18-24 ans citent au moins un budget sur lequel ils feraient des économies pour payer leur énergie (86% chez les moins de 35 ans au global). Les foyers aux revenus modestes sont aussi plus concernés : 89% de ceux gagnant moins de 1000 euros par mois, de même que les foyers avec des enfants mineurs (86%).
- **Au-delà des économies à faire pour payer les factures, les Français sont ouverts à des actions qui leur permettent de réduire le montant de cette facture, en consommant moins d'énergie.** Partagés depuis longtemps et mis particulièrement en lumière pendant la crise de l'hiver 2022-2023, les **écogestes** sont de loin la première option citée (55%). Qu'il s'agisse de travaux partiels ou globaux, une rénovation de son logement est également un poste cité par plus d'un tiers des personnes interrogées (38%). Près d'un quart des Français déclare aussi qu'ils pourraient acheter de nouveaux équipements moins consommateurs pour leur domicile (23%).
 - Plus souvent locataires, les foyers aux revenus modestes se projettent moins dans une rénovation énergétique du logement : 33% pour les foyers aux revenus inférieurs à 2 000 euros par mois contre 41% pour ceux gagnant plus de 2 000 euros.

C. Les Français continuent de soutenir massivement le développement des filières ENR

- **Selon la quasi-totalité des Français interrogés, il faut développer les énergies renouvelables** dans le pays : 98% citent au moins une filière ENR. Par rapport à 2023, les filières les plus soutenues continuent à creuser l'écart. Le solaire thermique se classe comme la première filière ENR à développer : 89% des Français y sont favorables, suivi par les panneaux photovoltaïques (86%, +3 points) et l'hydraulique (86%, +2 points). La filière éolienne progresse aussi globalement, même si l'éolien en mer demeure légèrement plus apprécié que l'éolien terrestre (71% contre 67%, +3 points depuis 2023 dans les deux cas). Enfin, la pompe à chaleur stagne cette année mais reste très soutenue en tant que technologie à développer (82%).
 - Les habitants des régions Occitanie et PACA, parmi les plus ensoleillées de l'Hexagone, sont encore de fervents soutiens des technologies solaires, que ce soit la filière thermique (89% dans les deux régions) ou la filière photovoltaïque (88% dans les deux régions).
 - Dans les régions côtières de l'ouest, le soutien à la filière éolienne marine est dans la moyenne nationale (69% en Bretagne, 72% dans les Hauts-de-France, 70% en Nouvelle-Aquitaine, 71% en Pays de la Loire), hormis en Normandie où il est un peu plus en retrait (66%).

- **Une nouvelle fois, la plupart des énergies carbonées sont largement moins soutenues en tant que filière à développer** : 25% pour le gaz de schiste, 23% pour le fioul et 22% pour le charbon. Ce niveau est toutefois stable depuis dix ans, ces filières figurant déjà au même niveau en 2014. La filière gaz naturel est même elle en dynamique : 62% soutiennent son développement, soit une progression de 7 points depuis 2022 (et après une baisse de 9 points entre 2021 et 2022).
- Enfin, après 6 années de hausses consécutives, le soutien au nucléaire est stable à son plus haut depuis le début du baromètre : 65% des Français qui estiment qu'il faut le développer. C'est la confirmation d'une opinion profondément changée en l'espace d'une décennie sur ce sujet, seulement 39% des Français exprimaient cet avis en 2016.
 - En dépit de l'image d'Epinal dépeignant les moins de 35 ans comme une « génération climat », les Français de cette génération sont plus nombreux à soutenir les sources d'énergie polluantes : 39% souhaitent voir le gaz de schiste et le fioul se développer, et même 44% concernant le charbon. Ils sont en revanche moins pro-nucléaires que le reste des Français, restant tout de même une majorité à souhaiter le développement de la filière (56%).
- **Les Français ont globalement confiance dans l'ensemble des énergies renouvelables pour produire du chauffage, de l'électricité ou de l'eau chaude.** Le niveau de confiance est d'ailleurs plutôt stable par rapport à l'année dernière. Deux exceptions se font jour : le **chauffe-eau thermodynamique pour la production d'eau chaude** qui atteint son point le plus haut depuis le début du baromètre en recueillant la confiance de 84% des Français (+2 points) et qui se classe toujours premier, et les **panneaux solaires photovoltaïques**, pour la production d'électricité, qui atteignent également leur plus haut niveau de confiance à 79% (+4 points). La **pompe à chaleur** est toujours une ENR source de confiance que ce soit pour le chauffage et l'eau chaude (81%) ou pour le chauffage seul en complément d'une autre (80%).
 - Les jeunes âgés de 18 à 24 ans ont moins confiance que les autres dans le chauffe-eau thermodynamique (75%), mais aussi dans le chauffe-eau solaire (70%) et dans tout ce qui concerne le chauffage au bois.
- **Principal problème des énergies renouvelables, d'autant plus dans un contexte inflationniste : leur coût.** 89% des Français estiment que les énergies renouvelables sont chères, un aspect déjà très cité dès avant la crise inflationniste. Par ailleurs, les difficultés perçues d'installation restent un frein pour les Français qui se maintient d'année en année (63%, stable) ainsi que l'idée qu'elles ne fonctionneraient pas toute l'année (62%, +1).
- Mais en dehors de ces aspects négatifs, les Français reconnaissent de plus en plus que les ENR permettent de **se sentir bien chez soi** (87%, +4 points), sans compter le fait qu'elles sont logiquement **respectueuses de l'environnement** (86%, +2 points) et qu'elles favorisent **l'indépendance énergétique de la France** (84%, +3 points). Les trois quarts estiment également qu'elles permettent de faire des économies (74%).
 - Les plus jeunes sont plus laudatifs sur les énergies renouvelables que les plus âgés. 80% des moins de 35 ans estiment ainsi que les ENR devraient devenir la norme dans les logements et 79% qu'elles permettent de faire des économies.

D. ...avec un potentiel encore important de Français souhaitant s'équiper en équipements à énergies renouvelables

- Le pourcentage de logements équipés en énergies renouvelables reste globalement stable, aux niveaux observés depuis 2022 : **46% des interviewés disent avoir de équipements ENR chez eux** (+1 point). **37% des Français envisagent par ailleurs de s'équiper**, proportion stable par rapport à l'année dernière (-1 point).
 - Les Français les plus équipés sont ceux qui possèdent leur résidence principale (54%, -1 pt) et en particulier les propriétaires de maison : 62% d'entre eux utilisent déjà une ENR pour leur chauffage, eau chaude ou électricité (+1 pt) contre un quart des propriétaires en appartement (24%, -2 points).
 - Les Français habitant dans les zones les plus urbaines sont les moins équipés que ce soit en Île-de-France (66%) ou dans les autres grandes agglomérations (62%). C'est aussi le cas des personnes appartenant aux catégories populaires (58%).
- Pour son chauffage, son eau chaude ou son électricité, les équipements les plus répandus restent les équipements « traditionnels » comme le chauffage électrique à convecteurs (28%, stable) ou la chaudière au fioul ou gaz (18%, +2 points). Comme les années précédentes toutefois, **émergent assez rapidement des équipements exploitant les énergies renouvelables** comme le chauffe-eau thermodynamique (16% en sont équipés, +1 point), qui attire aussi 12% des Français qui souhaitent s'en équiper, l'insert bois dans une cheminée (15%, +2 points) ou la PAC pour le chauffage et l'eau chaude (13%, stable) dont 13% des Français souhaiteraient également s'équiper. 16% des Français ont par ailleurs pour projet de s'équiper en panneaux solaires photovoltaïques (-2 points).
- **La volonté de s'équiper en ENR progresse encore dans l'esprit des Français**, dont 82% estiment qu'ils choisiraient des équipements à énergies renouvelables s'ils devaient remplacer leurs installations actuelles (+2 points). Une part stable des Français estime que les énergies renouvelables donnent une plus grande autonomie énergétique au logement (82%, stable).
- **C'est en particulier parce que les énergies renouvelables ont leur rôle à jouer dans la performance énergétique des logements et en ce sens dans l'augmentation du pouvoir d'achat, qu'elles sont de plus en plus prises en compte par les Français.** Près de 8 Français sur 10 estiment que les ENR sont incontournables pour améliorer la performance énergétique de l'habitat dans leur région (79%). Malgré une légère baisse et un retour à la proportion de 2022, près des trois-quarts des Français continuent d'estimer que la performance énergétique de leur logement contribue à améliorer leur pouvoir d'achat (72%). Plus largement, deux tiers des Français considèrent que l'impact financier régional des énergies renouvelables est positif, constituant un moteur de la relance économique (66%, -3 points).
 - Les habitants de la région PACA sont particulièrement enthousiastes au sujet du potentiel économique que représente le développement des filières ENR, au contraire de leurs voisins de la région Occitanie (75% contre 64%). Les habitants des Hauts-de-France et de Bretagne expriment aussi une vision positive dans ce domaine (73% et 72% respectivement).

E. Après un bond en 2023, les projets de rénovation énergétique ralentissent, mais demeurent plus nombreux que précédemment

- Alors qu'une part record des Français déclarait en 2023 avoir l'intention d'effectuer des travaux de rénovation énergétique (37%), cette proportion recule cette année (-7 points). Elle demeure toutefois supérieure aux niveaux observés avant le pic (25% en 2022, 24% en 2021). Finalement, **21% des Français ont maintenu leur projet, un indicateur en baisse de 5 points, mais ici encore supérieur aux niveaux d'avant 2023.**
 - Une proportion stable de propriétaires déclare avoir déjà réalisé des travaux de rénovation énergétique (22%), 10% souhaitent encore en réaliser, 10% y ont renoncé. Les propriétaires de maison continuent d'être en avance sur ce sujet par rapport aux propriétaires d'appartements ou aux locataires.
- **Les raisons affichées de ne pas réaliser de travaux ou d'y renoncer sont globalement inchangées par rapport à l'an passé :** le coût des travaux est le premier frein (cité par 30%, stable), les problèmes d'autorisation pour les travaux (15%, stable) ou le fait d'être locataire (11%, -3 points). Des difficultés liées à l'obtention des aides émergent également mais dans des proportions similaires à l'année dernière : la non-éligibilité (9%, stable), la complexité des démarches (4%, +1 pt), le manque d'informations pour les obtenir (3%, +1 pt).
- **Les motivations à réaliser des travaux de rénovation énergétique sont principalement financières, de plus en plus porté semble-t-il par la hausse des prix en général et de l'énergie en particulier.** 83% (+2 points) de ceux qui veulent ou ont réalisé des travaux ont une motivation financière, la première étant, et de loin, de réduire sa consommation pour baisser sa facture (69%, +5 points). L'amélioration du confort du logement est également une motivation à la rénovation énergétique pour 57% d'entre eux (+6 points) ou encore améliorer son impact environnemental (31%, +4 points). Viennent ensuite d'autres raisons financières comme l'augmentation de la valeur du bien immobilier (30%) ou le fait de pouvoir profiter des aides (29%).
 - L'augmentation de la valeur du bien est un argument pesant plus lourd chez les propriétaires d'appartements qui sont 44% à le prendre en compte pour entamer des travaux de rénovation énergétique.

F. Les aides de l'Etat : un vrai levier de la rénovation énergétique, encore méconnu

- Alors que les règles d'attribution des aides de l'Etat pour la rénovation énergétique ont changé au 1^{er} janvier 2024, renforçant les conditions pour les propriétaires de « passoires thermiques », **une majorité de personnes envisageant des travaux de rénovation énergétique (52%) compte toujours sur les aides de l'Etat pour financer leurs travaux. Les aides de l'Etat apparaissent même comme essentielles,** puisque la majorité des intentionnistes en travaux de rénovation énergétique renoncerait à leur projet sans les aides de l'Etat (53%).
 - Les jeunes âgés de moins de 35 ans comptent particulièrement sur les aides de l'Etat (74%). Une majorité des jeunes déclare aussi qu'elle ne pourrait probablement pas réaliser les travaux sans cette aide publique (68%), tout comme les foyers aux revenus modestes (63% des foyers avec un revenu inférieur à 2000 euros par mois).

- Plusieurs facteurs viennent pourtant troubler la perception des aides publics. Le manque d'information est le premier, **les dispositifs d'aide à la rénovation énergétique restant encore largement méconnus**. 73% des personnes interrogées estiment mal les connaître, dont 25% *très mal*. Après une année 2023 durant laquelle plusieurs affaires d'arnaque ont touché le secteur de la rénovation énergétique, 60% des Français estiment que faire appel aux aides de l'Etat accroît le risque d'être arnaqué.
 - Même parmi les foyers qui auraient le plus besoin des aides publiques, la crainte d'un risque accru d'arnaque est partagée par une majorité des Français (52% des personnes dont le foyer gagne moins de 2 000 euros par mois). Cette crainte est toutefois encore plus grande dans les foyers gagnant 2 000 à 3 499 euros (63%) ou les foyers plus aisés (66%).

G. Les labels et certifications sont déterminants pour la reconnaissance des compétences des installateurs

- La confiance envers les installateurs avait largement progressé depuis 2012, jusqu'à atteindre un pic l'an dernier à 71%. Cette année, cette confiance chute brutalement de 16 points, illustrant ainsi leur fragilité et l'impact des arnaques organisées par des professionnels non-agrèés. La confiance reste toutefois encore majoritaire (55%), légèrement supérieure au niveau plancher observé en 2011 (52% à l'époque).
 - La baisse de la confiance est particulièrement forte dans les catégories populaires, au budget plus réduit et donc éligibles à davantage d'aide publiques pour la rénovation énergétique : 19 points en moins depuis 2023 (55%) contre tout de même 13 points perdus au sein des catégories socioprofessionnelles supérieures (55%).
- Cependant, **les principaux déterminants de la confiance restent inchangés par rapport à l'an passé** : disposer d'un label qualité ou d'une qualification (79%, +1 point), être reconnu par l'Etat à travers la mention « RGE » (78%, +1 pt). Les acteurs locaux sont désormais largement privilégiés puisque 75% des Français en font un critère de confiance, point le plus haut depuis le début du baromètre (+3 points). En progrès également la nécessité d'avoir un site Internet pour présenter son entreprise (53%, +3 points).
 - L'importance de disposer de bons avis sur internet ou d'avoir un site pour présenter son entreprise reste plus marquée chez les jeunes âgés de moins de 35 ans (respectivement 65% et 60%).
- **Comme l'an passé, et malgré une légère baisse, la qualité de la prestation reste la principale attente** : plus d'un Français sur deux attend de la part des artisans une installation technique de qualité (52%, -4 points), un service après-vente de qualité (42%, -2 points) et même une garantie de résultats (39%, -4 points). Dans une moindre mesure, les Français attendent de la part des professionnels des renseignements sur les aides et un accompagnement administratif de qualité (31%, +1 point), de respecter les délais (27%, stable). La relation client (18%, -2 points), la réalisation d'un audit énergétique (17%, +1 point) ou les conseils en termes de travaux à réaliser (16%, stable) sont secondaires aux yeux des Français.
 - Le respect des délais est particulièrement important chez les jeunes âgés de moins de 35 ans, pour qui ce critère arrive en troisième position (31%, juste derrière la garantie de résultats à

37% et la qualité de la réalisation à 35%), mais l'est moins pour les propriétaires de maison (24%).

- La relation client de qualité est à soigner en Grand-Est (24%) et en Nouvelle Aquitaine (24%), deux régions où elle semble plus importante qu'ailleurs.
- **Spontanément, seule la mention « RGE » ressort dans l'esprit des Français lorsqu'on évoque un signe de qualité pour l'installation d'équipements utilisant les énergies renouvelables :** citée par 18% des Français, c'est la seule qui ressort à plus de 2%.
 - Ayant sans doute déjà réalisé des travaux pour un certain nombre d'entre eux, les propriétaires citent davantage le label « RGE » (26%). Il vient également davantage à l'esprit des habitants de Bourgogne-Franche-Comté (27%).
- La notoriété assistée des qualifications et signes de qualité des installateurs d'équipements utilisant les énergies renouvelables reste stable cette année avec 84% des Français qui déclarent connaître au moins un label. Un acteur se dégage nettement : MaPrimeRénov', connue par 71% des Français (-1 pt), suivi par la mention « RGE », connue par 54% des répondants (+2 points). Suit ensuite Qualibat à 41% (-2 points) puis dans une moindre mesure Qualibois (27%), Eco-artisan (27%). Qualit'ENR se situe à 15% et Qualiforage ferme la marche à 10%. **En tout, 58% des Français connaissent au moins un label Qualit'ENR¹.**
 - La connaissance des labels Qualit'ENR est plus répandue chez les propriétaires (65%), et chez les catégories socio-professionnelles dites supérieures (64%).

¹ Qualibois, Qualisol, QualiPAC, QualiPV, Qualifelec, Qualibat, Qualiforage ou Chauffage+

En conclusion, cette nouvelle vague révèle quelques grands enseignements :

- Les dépenses énergétiques représentent une large part du budget des ménages, qui sont de plus en plus inquiets quant à leur capacité à faire face à la hausse des prix. Les Français sont ainsi contraints de faire des sacrifices en économisant sur d'autres dépenses, ou inciter à changer leur comportement, voire réaliser des travaux pour baisser leur consommation d'énergie.
- Pour soutenir la production d'une énergie bon marché, mais aussi l'activité industrielle dans son ensemble, les énergies renouvelables ont un rôle majeur à jouer pour dynamiser l'économie française. Elles bénéficient de ce fait du soutien d'une majorité des Français dont une part non-négligeable souhaite par ailleurs en équiper leur logement, afin d'améliorer sa performance énergétique et faire des économies.
- Après un pic l'an dernier en pleine crise énergétique majeure, les intentions de réaliser des travaux de rénovation énergétique sont en baisse cette année, mais reste plus hautes qu'auparavant. Alors que les règles d'attribution des aides viennent d'être modifiées, une majorité des Français souligne l'importance d'un soutien public pour réussir à se lancer dans un projet. Néanmoins, les dispositifs d'aide en la matière sont encore considérés comme trop opaques pour nombreux Français, voire générateurs de méfiance, et nécessitent par conséquent une communication et une pédagogie accrues.
- La confiance que les Français accordent aux installateurs chute également cette année, alors que les exigences restent les mêmes : de la qualité en premier lieu, d'où l'importance des labels, qui, à l'exception de MaPrimeRénov' et de RGE sont encore relativement peu connus.